



L'Égalité Economique et Sociale

Feuille du groupe Lyonnais de la *Coordination des Groupes Anarchistes*

Logement : NON AUX EXPULSIONS!

Alors que chaque année l'Etat organise l'expulsion de 100000 logements, l'arrivée en fin de droit de près d'un million de chômeurs, les laissés pour compte de la crise, ne va que renforcer cette situation absurde : d'un côté de plus en plus de personnes qui ont du mal à se loger (600.000 foyers en situation d'impayé), 100000 personnes qui dorment dans les rues, de l'autre un nombre écrasant de logements vides. La multiplication du nombre de logements laissés vides permet, par effet de contrepoids (moins de logements disponibles), de garantir la flambée des loyers et par là de multiplier les gains des propriétaires. 136 000 logements vides (10,3% du parc), 16000 logements vides sur Lyon, la situation est d'autant plus insupportable lorsqu'on connaît la violence des expulsions pour lesquelles collaborent de plus en plus les forces de police (8850 ménages expulsés par la police en 2005 contre 4866 en 1999).

Avant même le fait de se nourrir, le logement est la première source d'inquiétude et de dépense des travailleurs et travailleuses, en activité ou non. En vingt ans, les loyers ont doublé dans le privé, et ont augmenté de 50 % dans le public. Pour toutes et tous, il est de plus en plus difficile de se loger décentement.

Face aux locataires les plus précaires, l'Etat fait miroiter la possibilité de certains recours individuels (loi Dallo...) qui leur permettraient d'accéder à un réel logement. Ces dispositifs ne sont en réalité que des impasses poussant les travailleurs à chercher des solutions individuelles et ainsi par là renoncer aux ressources collectives acquises par la lutte. Car seule la lutte paie, seule la mise en place d'un rapport collectif nous permettra de rompre avec la situation actuelle où règne le chacun pour soi et où les propriétaires ne font que s'enrichir, aidés pour cela par l'Etat. Se loger doit passer avant le droit de propriété, que l'on soit précaire ou non, nous sommes tous concernés.

Les tentes de mal-logés et les campements de locataires expulsés n'ont pas eu raison de ces logiques globales d'expulsions, ni ne nous permettront de sortir de cette machine précarisant toujours plus les travailleuses et travailleurs allant jusqu'à leur retirer la satisfaction des besoins nécessaires : celle de se loger dans des conditions dignes. Rappelons que la lutte autour des campements lancés par les Enfants de Don Quichotte a entraîné la mise en place en 2007 de la loi DALO permettant aux mal-logés d'attaquer l'Etat pour obtenir un logement. Celle-ci a été peu appliquée si bien que, deux ans plus tard, les associations (Droit.Au.Logement...) tiraient la sonnette d'alarme. Pour imposer le respect de tous et toutes et la dignité de chacun, il est nécessaire d'opposer aux propriétaires et à l'Etat qui expulse, un rapport de force réel, seule alternative pour imposer l'égalité et garantir la justice sociale. Cela passe par la réunion et l'organisation des locataires du privé ou du public, des surendettés et des sans-bail, en comités de logement dans les quartiers où ils vivent. Cela passe par l'organisation de la grève de loyers, l'occupation des logements vides pour affirmer le refus que certains ne puissent se loger sous prétexte de ne pouvoir engraisser davantage les propriétaires.

Alors que les mairies font des cadeaux aux propriétaires pour les pousser à louer les logements vides (paiement des loyers par la mairie comme à Toulouse), il ne tient qu'à nous d'opposer nos propres règles face à ces exploiters et imposer que le logement devienne une condition collective minimum pour chacun. Seule l'expropriation de tous les logements et leur réquisition comme à Saint Denis en 2009, nous permettra d'organiser leur répartition et poser les bases d'une société égalitaire.

Ne restons pas seuls, face aux problèmes de logement nous sommes tou-te-s concerné-e-s!

Pour une réelle solidarité entre habitant-e-s, précaires ou non, organisons nous en Comités de quartier.

**Manifestation contre les expulsions :
20 mars 15 h place des Terreaux**



MARS 2010

L'Égalité Economique et Sociale est une feuille mensuelle d'analyse, de présentation des activités et manifestations organisées par la CGA-Lyon et des nouveautés de la librairie *La Plume Noire*.

CGA COORDINATION
DES GROUPES
ANARCHISTES

www.c-g-a.org

**Pour être tenu-e informé-e
des activités du groupe
lyonnais de la CGA
Abonnez-vous à
l'Égalité Economique
et Sociale**

Feuille mensuelle 4 pages
- 10 E pour 10 numéros -
*Chèque à libeller aux initiales
"EA", à envoyer à la Plume
Noire 19, rue Pierre Blanc
69001 Lyon*

Vous pouvez aussi **recevoir
gratuitement** cette feuille
par internet (en format
pdf) en nous écrivant à
groupe-lyon@c-g-a.org

Retrouvez nos activités nos
analyses et nos textes sur
www.laplumenoire.org

les articles sont en ligne sur
<http://rebellyon.info/ees>
media alternatif lyonnais

Vous pouvez rencontrer les
militants de la CGA à la
librairie
La Plume Noire
du mercredi au vendredi de
17h à 19h
Le samedi de 15h à 19h
ou au **café libertaire** les
vendredi de 21h à 1h
au 19 rue Pierre blanc
69001 Lyon

IDEE NOIRE
l'émission de la
CGA

tous les **mercredis soirs**
de 20h à 21h
sur **Radio Canut**
102.2 Mhz
ou sur
www.radiocanut.free.fr

Programme d'Activités

Groupes lyonnais de la C.G.A.

Manifestation contre les expulsions

La CGA organise une manifestation pour dire non aux expulsions locatives, mais aussi pour rappeler que l'accès au logement passe pour nous avant le droit de propriété.

Nous espérons que cette manifestation constituera une étape dans la constitution de comités d'habitants pour lutter contre la cherté des loyers, l'insalubrité, les expulsions de squatts ou de locataires ayant des impayés.

**Pour un logement décent pour toutes et tous !
Pour la réquisition des logements vides.**

Samedi 20 Mars à 15h00
Place des Terreaux

Débat : Quelles luttes pour le logement aujourd'hui?

Débat avec des militantes et des militants de la CGA sur l'actualité des luttes autour du logement, la situation sur le front du logement, les méthodes et tactiques de luttes pour obtenir un logement décent pour toutes et tous.

Samedi 27 Mars à 16h00

*A la librairie La Plume Noire,
19, rue Pierre Blanc, Lyon 1°*

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BR

COUPS BAS DE TOTAL, POUR DES BAS-COUTS" ou TOTAL ment! Totalemment.

La raffinerie TOTAL, site des FLANDRES, est en stand by depuis Sept.2009.

La direction du géant pétrolier a décidé la fermeture du robinet à Mardyck (59) pour "absence" de bénéfices. Décision de capitalistes en mal de résultats.

Les salariés ont été réactifs à ce coup de pied de l'âne libéral. 380 pers. sur place, 450 employées en sous-traitance ont mis en place un mouvement de grève et blocage du site le 12 Janv. Le 1er Fév. Une manif. Un millier de personnes se sont retrouvées devant le siège social à PARIS la Défense. Déclaration du D.G du raffinage et marketing "Elle ne fermera pas!!"

Pourtant l'UFIP syndicat patronal pétrolier évoque le contraire. Celui-ci projette une fermeture à terme de 15 raffineries en Europe. Le volume global de la conso de carburants a diminué (Fuel alimentant les centrales de production d'énergie électrique par ex, ou, le ferroutage mis petit à petit en place), au profit du tout nucléaire, indépendance énergétique française oblige.

Les salariéEs paient encore une fois, et subissent les affres des technocrates-gestionnaires-capitalos-actionnaires. 8 milliards seulement en bénéf pour 2009 pour 14 milliards en

2008 les requins ont faim! La raison du profit est la plus forte ? Pas tout à fait. Les grévistes ont menacé à l'instar de PHILIPS EGP à Dreux de reprendre la production.

Affolement? La fermeture de Mardyck est reportée à Juin afin de libérer la négociation syndicats-direction le 21/02. Pendant ce temps les 6 plates-formes de TOTAL, qui s'est fait piquer la place de tête au CAC40 par SANOFI, un autre licencieur, sont en grève illimitée. Solidarité à Mardyck, les salariés de EXXON-Mobil sont appelés à se joindre au mouvement de...défense du raffinage français!! Du pur raffinement ! en cette période..d'identité nationale, de la part des chefaillons syndicaux, patronnat compris.

Les négociations du 21 Fév n'ont pas rassuré. Les portes ont claqué.

Plus tard, l'intersyndicale, sauf SUD majoritaire à Dunkerque, appelait à la reprise sur ..5 sites. Dans le Nord la lutte continuait sans la solidarité des camarades de l'intersyndicale. Les propositions de la direction ont séduit. La pérennisation des 5 raffineries en un "plan quinquennal" a rassuré les Têtes de gondoles syndicales jusqu'au 6 Mars, date à laquelle l'avenir de Mardyck, de ses travailleurs, de ses travailleuses, sera pris définitivement.

Ce n'est pas le projet d'un terminal méthanier, conjointement avec EDF, ou

l'intervention du ministre de l'industrie comme médiateur qui redonnera le sourire aux visages marqués des grévistes de Dunkerque. Marqués par la perte future de leurs emplois. Marqués par l'indigence des propositions. Marqués profondément par l'abandon de la lutte par la décision co-gestionnaire de l'intersyndicale.

Les actionnaires peuvent dormir tranquilles sur leurs titres TOTAL qui ont pris 2,15% de mieux.

Ils peuvent se féliciter. Leur avenir à Eux et Elles, est assuré. Réduction des coûts, masse salariale diminuée, production par une M.O bon marché, suppressions d'emplois, délocalisation etc..etc.. Bref c'est l'emmbellie pour les exploiteurs.

Les carburants de TOTAL qui ont un pouvoir, reconnu, explosif pour le fonctionnement de nos autos, en aura-t-il UN pour l'explosion sociale???

La casse du service public d'éducation continue

Les attaques de l'Etat sur le service public d'éducation continuent : les suppressions massives de postes se traduisent concrètement sur la région, avec une augmentation du nombre d'élèves par classe, la déqualification massive des futurs travailleuses et travailleurs, actuellement en formation, liée à la suppression du BEP, la dégradation des conditions d'apprentissage.

Du côté des programmes, c'est le retour en force des conceptions les plus réactionnaires : « histoire » des « grands hommes »(sic), suppression de l'étude des phénomènes sociaux liés au capitalisme (chômage, inégalités) dans les programmes.

Ce sont les établissements des quartiers populaires qui subissent le plus durement cette orientation. L'école, déjà inégalitaire, évolue de plus en plus ouvertement vers une structure de simple reproduction des inégalités et de la ségrégation sociale.

Face à cette orientation, des tentatives de résistances font jour. Un mouvement de grève reconductible s'est développé avant les vacances scolaires de février en région parisienne. Sur la région, les personnels du LP

de Givors se sont mis en grève reconductible. Les personnels de plusieurs autres établissements ont fait grève en banlieue lyonnaise. Dans certains cas, comme à Vénissieux, la grève a été associée à un blocage de l'établissement de la part des personnels.

Dans d'autres cas, ce sont les lycéenne-s qui ont été à l'initiative de mouvement de lutte.

Nous ne pouvons que nous réjouir de telles initiatives, tout en affirmant qu'une opposition efficace à ces attaques ne passe pas par la seule défense face aux attaques en cours, mais la revendication d'une école polytechnique, égalitaire et libertaire, associée à un mouvement interprofessionnel.

Agression fasciste de 3 militants libertaires à Lyon

Ce samedi 6 mars à 23h 45, trois militants libertaires ont été violemment agressés par une dizaine de fascistes dans le quartier de Saint Jean à Lyon.

Tous les trois sont militants syndicalistes à la CNT et l'un d'entre eux est adhérent à la Coordination des Groupes Anarchistes.

Cette agression s'inscrit dans un contexte de montée en puissance des violences fascistes à Lyon (agressions de militants et de passants, attaque du rassemblement contre l'identité nationale, intimidation contre la tenue de conférences publiques...). Ces agressions s'inscrivent également dans un contexte de réactivation par l'État des thématiques racistes et nationalistes, visant, dans un contexte de crise capitaliste, à diviser les classes populaires.

Nous ne cèderons pas à l'intimidation et nous réaffirmons que c'est sur le terrain social que se situe la meilleure alternative au nationalisme et au fascisme.

Soyons uni-e-s face au fascisme!





Nuit blanche de la résistance!

Le 9 Mars de 19h à 24h au Vinatier

L'UHSA (Unité d'Hospitalisation Spécialement Aménagée) est une prison dans l'hôpital psychiatrique, elle se trouve sous contrôle de l'administration pénitentiaire. C'est une structure hybride mélangeant des catégories professionnelles de tradition, de fonction et de statut différents : des surveillants pénitentiaires et des soignants. La visibilité de tous, personnels comme prisonniers sera constante (circuit vidéo) Le soin mis sous surveillance permanente. Comment garantir alors le respect de la confidentialité? Comment maintenir sa dimension l'éthique ?

L'UHSA est la conséquence d'une judiciarisation des comportements qui assimilent sous prétexte de responsabilisation, malades mentaux et délinquants. Plus que le retour à une conception ancienne du grand enfermement, elle indique le point de bascule du médical au service de l'idéologie sécuritaire.

L'UHSA implantée sur le site de l'hôpital du Vinatier sera la 1ère d'une série de 22 prévues. Elle comptera 3 unités de 20 lits pour une population estimée à 9.000 détenus pour le territoire qu'elle a en charge. Peut-on sérieusement soigner avec de tels moyens les centaines de malades (30% des effectifs) qui peuplent les prisons qu'elle doit assister ? A moins qu'il ne s'agisse d'un soin « maintien de l'ordre » chargé de « casser les crises » suscitées par les conditions de détention ! Le soin deviendrait alors l'auxiliaire de l'ordre.

La loi Hôpital Patient Santé Territoire dite « loi Bachelot » désigne 14 missions de service public Les 4 dernières concernent les soins sous contrainte, les détenus, les sans-papiers ou demandeurs d'asile, les personnes retenues dans « les centres médico-sociaux judiciaires de sûreté ». Avec la circulaire du 11 janvier de graves entraves aux libertés sont planifiées. L'ordre et la sécurité publique priment sur les tentatives de réinsertion, rendant prioritaires les dossiers judiciaires, l'avis de la police et de la gendarmerie. C'est le grand retour aux amalgames. La maladie redevient un acte déviant et les malades des délinquants.

Comme à l'école, comme dans l'entreprise, comme aux frontières, comme au pôle emploi, comme dans les quartiers, pour tout problème il n'existe qu'une seule réponse : le tout sécuritaire !

Au nom d'un sentiment d'insécurité diffus, l'Etat nous sature des peurs qui habitent la population. Il cultive à outrance ce sentiment, pour masquer une politique sociale inexistante, rétablissant le vieux fantasme des classes dangereuses. C'est toujours l'Autre qui est désigné responsable des dysfonctionnements de la société: le sans papier, le chômeur, l'étranger, l'adolescent « racaille », le malade...

Alors que la sécurité pour chacun devrait consister à avoir un travail correctement rémunéré, une couverture sociale véritable, un accès aux services publics étendus, des papiers, un toit, etc... les ingrédients de la peur qu'il faut combattre, ce sont les conditions d'exploitation de l'individu qui poussent au suicide les salariés, à la délation, à la crainte de l'autre, à la crainte du contrôle, à la crainte de perdre son emploi etc...

Un grand débat autour des soins psychiatriques est nécessaire et doit avoir lieu. Si la psychiatrie a toujours été le miroir de la société par la façon dont elle envisage son activité, son organisation et ses débats, il n'est pas question d'en faire une psychiatrie au service du pouvoir ! Il n'est pas question de la réduire à la portion congrue de "l'ordre et du propre" !

C'est pourquoi, citoyen, nous sommes tous concernés.

C'est pourquoi nous vous invitons à en débattre dans une nuit de la résistance.

Le 9 mars 2010 au Vinatier de 19h à 24h, Salle des organisations, à proximité de la chapelle.

Côté pratique : pour rendre ce moment convivial que chacun(e) vienne avec une entrée ou un dessert nous nous chargeons des saucisses, merguez et boissons... Concert... Participation financière libre.

Les intervenants : Jean Darrot psychiatre, Albert Levy du syndicat de la magistrature, Raphaël Thaller économiste, Odile Nguyen philosophe, Christine Durif-Brucker psychosociologue, Laurent Vercelletto acteur/lecteur de Louis Althusser et Michel Foucault

A l'appel des organisations : CGT Vinatier, Union Syndicale Départementale Santé-Action Sociale CGT et UD CGT du Rhône, SUD Santé Sociaux, CNT Santé Social, FSU 69, Elus communistes et apparentés de la ville de Bron, Guy Fischer Sénateur communiste du Rhône, Fédération du Rhône du PCF, Parti de Gauche 69, MRAP Lyon 1-4, Collectif Privés d'emploi de Vaulx en Velin, Collectif d'aide aux sans papier et demandeurs d'asile 69, NPA, CGA, La Gauche unitaire, L'Appel des Appels 69, CGT chômeurs, La librairie "à plus d'un titre", Le CIRDEL, CGT Renault Trucks, section de Lyon du syndicat de la magistrature...

Groupe lyonnais de la Coordination des Groupes Anarchist(ESA)
c/o librairie la Plume Noire : 19, rue Pierre Blanc 69001 LYON. www.laplumenoire.org
Tél : 04 72 00 94 10, Permanences : du mercredi au vendredi de 17 h à 19h le samedi de 15 h à 19 h

